



## **MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE de SERVICES**

**N° MNS 2022-05**

### **Règlement de la consultation**

#### **Date limite de remise des offres**

---

Date : 29 décembre 2022

Heure : 12h00

#### **Pouvoir adjudicateur**

---

MUSEE NATIONAL DU SPORT

Adresse : Stade Allianz Riviera, 6 Allée Camille Muffat, 06200 NICE

Téléphone : 04 89 22 44 05

Courriel : frederique.devaux@museedusport.fr

#### **Procédure de passation**

---

Marché à procédure formalisée soumis aux dispositions des articles 25, 26 et 67 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

#### **Objet du marché**

---

Prestations de surveillance et de télésurveillance du Musée National du Sport - *MNS 2022-05*

**Ce document décrit le déroulement de la procédure et explique au candidat comment il doit y répondre.**

# Sommaire

Article 1. Objet de la consultation .....	3
1.1 Objet du Marché .....	3
1.2 Forme du marché .....	3
1.3 Forme des prix.....	3
1.4 Durée du marché .....	3
1.5 Date prévisionnelle de début d'exécution des prestations .....	3
1.6 Qualité et développement durable.....	3
1.7 Prestations similaires.....	3
Article 2. Lieu d'exécution des prestations .....	3
Article 3. Délai de validité des offres .....	3
Article 4. Visite obligatoire .....	3
Article 5. Procédure .....	4
Article 6. Conditions relatives au marché .....	4
6.1 Variantes.....	4
6.2 Forme juridique.....	4
6.3 Unité monétaire .....	4
6.4 Modalités de règlement et de prix .....	4
Article 7. Dossier de consultation des entreprises (DCE) .....	4
7.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises. ....	4
7.2 Modalités de retrait du dossier de consultation .....	4
7.3 Possibilité de modifications de détail du dossier de consultation des entreprises .....	4
Article 8. Contenu des plis et leur présentation.....	5
8.1 Les justifications quant aux qualités et capacités du candidat : .....	5
8.2 L'offre doit impérativement comporter : .....	5
8.3 Format des documents.....	5
Article 9. Modalités de transmission des plis et date limite de remise des plis.....	6
9.1 Conditions de dépôt des plis .....	6
Article 10. Examen des candidatures et jugement des offres .....	6
10.1 Examen des candidatures .....	6
10.2 Jugement des offres .....	7
Article 11. Renseignements complémentaires .....	7
Article 12. Pièces à fournir par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché .....	7

## **ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION**

### **1.1 Objet du Marché**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de surveillance et de télésurveillance des locaux du Musée National du sport à Nice.

### **1.2 Forme du marché**

Les prestations font l'objet d'un marché unique, non alloti.

### **1.3 Forme des prix**

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

### **1.4 Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée de trois (3) ans à compter de sa date de notification.

### **1.5 Date prévisionnelle de début d'exécution des prestations**

La date prévisionnelle de démarrage des prestations est prévue au **1<sup>er</sup> février 2023**.

### **1.6 Qualité et développement durable**

Il est demandé au candidat de démontrer les modalités qu'il souhaite mettre en œuvre dans l'exécution des prestations en faveur de la qualité et du développement durable. L'offre du candidat décrit notamment :

- le dispositif qualité ;
- la sensibilisation des agents pour la réduction des consommations d'énergie et de fluides ;
- l'utilisation de consommables et produits non nocifs pour l'environnement,
- les prestations comprises au forfait permettant par exemple la réduction des consommations d'énergie.

### **1.7 Prestations similaires**

Le marché pourra faire l'objet de marchés de prestations similaires dans les conditions du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

## **ARTICLE 2. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **MUSEE NATIONAL DU SPORT**

Stade Allianz Riviera  
6 Allée Camille Muffat  
06200 NICE

## **ARTICLE 3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant trois mois à compter de la date limite de remise des plis.

## **ARTICLE 4. VISITE OBLIGATOIRE**

La visite préalable du Musée National du Sport sont obligatoires et groupées.

La visite sera organisée sur les journées suivantes :

- **Mardi 6 décembre 2022 à 10h00**

Les candidats doivent s'inscrire préalablement par messagerie électronique auprès de Madame Gracete MONTEIRO, en précisant le nombre de personnes participantes (limité à 2 personnes par candidat), aux coordonnées suivantes :

Courriel : **gracete.monteiro@museedusport.fr**

La date de visite sera confirmée par retour de courriel aux candidats.

Les candidats veillent à faire signer l'attestation de visite (annexe du présent règlement de consultation) par l'administration lors de leur déplacement sur place.

**Aucun rendez-vous individuel supplémentaire ne sera accordé.**

## **ARTICLE 5. PROCEDURE**

Le marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres formalisé en application des articles 25, 26 et 67 du décret 2016.360 du 25 mars 2016.

## **ARTICLE 6. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE**

### **6.1 Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### **6.2 Forme juridique**

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou en groupement. Au moment de la notification du marché, il sera demandé aux opérateurs économiques ayant présenté des candidatures groupées de s'associer sous la forme d'un groupement solidaire. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement. Le groupement doit fournir une habilitation du mandataire par ses co-traitants (formulaire DC2).

Langue devant être utilisée dans tous les documents : conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, tous les documents produits par le candidat sont impérativement rédigés en langue française. Le cas échéant, les documents en langue étrangère devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **6.3 Unité monétaire**

L'unité monétaire est l'euro.

### **6.4 Modalités de règlement et de prix**

Mode de financement : budget de l'Etablissement Public Administratif Musée National du Sport.

Mode de paiement : le mode de règlement est le virement.

Le régime financier est celui du titre IV du code des marchés publics, notamment son article 98.

## **ARTICLE 7. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)**

### **7.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises.**

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes :
  - bordereau des prix
  - attestation de visite
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P)
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux fournitures courantes et de services.

### **7.2 Modalités de retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est mis en ligne à disposition des opérateurs économiques sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) et [www.museedusport.fr](http://www.museedusport.fr).

### **7.3 Possibilité de modifications de détail du dossier de consultation des entreprises**

L'administration se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Ces

modifications sont mises en ligne sur le site : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Pour être informé des éventuelles modifications du DCE, les candidats doivent s'identifier lors de son téléchargement sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) et vérifier que l'adresse des échanges avec le site soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy.

## ARTICLE 8. CONTENU DES PLIS ET LEUR PRESENTATION

Les candidats transmettent les documents suivants :

### 8.1 Les justifications quant aux qualités et capacités du candidat :

- ▶ Une lettre de candidature (formulaire DC1)<sup>1</sup> complétée dans toutes ses rubriques, datée et signée ;
- ▶ Le cas échéant, les pouvoirs de la personne signataire de l'offre si elle n'est pas un représentant légal de l'entité candidate ;
- ▶ Une « déclaration du candidat » (formulaire DC2)<sup>2</sup> comprenant impérativement les renseignements suivants :
  - déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
  - les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années et leur répartition géographique en France
  - une liste des références de services similaires au présent marché effectué au cours des trois dernières années ;
  - l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;
  - les certificats de qualifications professionnelles étant précisé que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;
- ▶ Le cas échéant, une copie du jugement prononçant le redressement judiciaire.

Pour justifier de ses capacités professionnelles techniques et financières, le candidat même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de cet ou ces opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Les documents fournis au titre de la candidature autres que les formulaires DC1 et DC2 doivent tous comporter en haut de la première page la mention « candidature ».

<sup>(1 et 2)</sup> Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

### 8.2 L'offre doit impérativement comporter :

- ▶ l'acte d'engagement (formulaire ATTR11), avec son annexe financière. Cette annexe est dûment complétée, datée et signée par une personne habilitée à engager la société ;
- ▶ **un mémoire détaillant l'offre technique**, répondant à chacune des exigences du CCTP. Le mémoire technique doit permettre au pouvoir adjudicateur d'apprécier la valeur technique de l'offre.
- ▶ **l'attestation de visite** remise au candidat lors de sa visite.

**Il est rappelé que le ou les signataires des pièces demandées et de l'acte d'engagement doivent être habilités à engager le candidat. Le ou les signataires doivent joindre impérativement les pouvoirs et délégations prévues à cet effet.**

### 8.3 Format des documents

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les cadres de réponse fournis dans le présent dossier de consultation doivent être strictement respectés à l'appui de l'offre, sous peine d'irrégularité et de rejet de l'offre.

Les offres financières transmises sous format électronique ou sur CD Rom doivent obligatoirement être

sous format de type tableur.

## **ARTICLE 9. MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS ET DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS**

### **9.1 Conditions de dépôt des plis**

Les offres dématérialisées se feront uniquement par le dépôt électronique sur le site PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/agent> avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

#### Accusé réception des plis

Les candidats transmettront leurs offres impérativement avant la date et l'heure limite. Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès leur est affiché, puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à l'administration.

Le pli dont l'avis de réception est délivré après la date et l'heure limites fixées est rejeté sans être ouvert.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Pour faciliter la réponse des entreprises, la rubrique « Aide » du menu de la Plate-forme des Achats de l'Etat, propose, en plus de l'assistance téléphonique, et du guide d'utilisation les documents suivants :

- un module d'auto-formation,
- une foire aux questions,
- une consultation de test.

Pour s'assurer du bon fonctionnement de leur poste de travail, les candidats sont invités à simuler une réponse à la consultation, en amont de la date de remise des plis, à l'aide de la « consultation de test ».

Pour tester la durée de téléchargement, ils peuvent, également, remettre une offre réelle, même inachevée. L'offre définitive viendra annuler et remplacer celles remises précédemment.

<p><b>La date limite de remise des plis est celle mentionnée en page de garde du présent document.</b></p>
--

## **ARTICLE 10. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

### **10.1 Examen des candidatures**

Les candidatures sont examinées au regard du niveau des capacités professionnelles, financières et techniques, nécessaires à la bonne exécution du marché. Chaque candidat fournit les renseignements et documents correspondants dans le cadre du formulaire DC2 de déclaration du candidat.

L'appréciation de ces capacités pour un groupement est globale.

## 10.2 Jugement des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées, sans être étudiées. Conformément à l'article 35 du code des marchés publics est :

- *inappropriée*, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre,
- *irrégulière*, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation,
- *inacceptable*, une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

**Il est rappelé que l'absence de renseignement complet du BPU entraîne le rejet de l'offre incomplète ainsi présentée.**

Les offres des candidats admis sont notées sur la base des critères suivants :

**Valeur technique** de l'offre pour **60 points**, appréciée sur la base du mémoire technique :

- Exploitation – organisation : (58 points)
  - composition de l'équipe et profil du personnel chargé de l'exécution du marché,
  - moyens matériels,
  - projet technique (organisation, contenu, fiabilité, adaptabilité).
- Gestion qualité et développement durable : (2 points)
  - gestion de la qualité,
  - développement durable.

**Prix de l'offre pour 40 points.**

### ARTICLE 11. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tout renseignement complémentaire, les candidats feront parvenir au plus tard 8 jours calendaires avant la date de remise des offres une demande par l'intermédiaire du système de questions/réponses intégré aux fonctionnalités du site [www.boamp.fr](http://www.boamp.fr).

Une réponse sera donnée à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation en s'identifiant sur le site et au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Pour être informé des réponses apportées aux questions des candidats, les candidats doivent vérifier que l'adresse des échanges avec le site [boamp.fr](http://www.boamp.fr) soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy.

### ARTICLE 12. PIECES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit produire, conformément aux dispositions de l'article 46 du code des marchés publics :

- 1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail détaillées dans le formulaire NOTI1 téléchargeable à l'adresse suivante : [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires) ;
  - ☐ **Extrait du registre pertinent daté de moins de 3 mois et en original** : extrait K, extrait Kbis, extrait D1 ou à défaut, document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat.
  - ☐ **Attestation fiscale datée de moins de 3 mois** par fournie l'**administration fiscale** : Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA peuvent obtenir l'attestation fiscale depuis leur compte fiscal professionnel sur le site : <http://www.impots.gouv.fr/>.
  - ☐ **Attestation de vigilance datée de moins de 3 mois** fournie par l'**URSSAF**. ; les

entreprises autres que celles relevant du régime social des indépendants peuvent l'obtenir à partir de leur espace sécurisé sur le site <https://mon.urssaf.fr/>.

☐ **Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité.**

Le candidat produit ces pièces dans le délai de 6 jours suivant la demande de l'administration.